



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE)

AGEN - Bonnel
47480 Pont-Du-Casse

Références : VAT20250204
Code AIOT : 0010003889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE) implanté ZI des Gaudières 37390 Mettray. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE)
- ZI des Gaudières 37390 Mettray
- Code AIOT : 0010003889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de la société SENITA LOGISTICS est un entrepôt de produits phytosanitaires. La surface du site est de 53700 m² dont 11630 m² de bâtiments. La capacité de stockage est de 11400 palettes.

L'établissement relève du statut Seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
4	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
11	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre	Arrêté Préfectoral du 21/10/2010, article 7.8.7.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
7	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
8	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 21/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
9	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
10	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Sans objet
12	SGS : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8- -----8_Annexe I-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2010, article 7.8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025
Prescription contrôlée : <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.</p> <p>(...)</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du PPI.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté la dernière version de son plan d'opération interne (POI) de janvier 2025-version 22. Les mises à jour effectuées portent notamment sur les nouvelles capacités de rétention mises en place par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a remédié au constat d'écart relevé lors des 2 précédentes inspections.</p> <p>Pas de constat d'écart.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>/</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Rappel historique :

L'exploitant a rappelé que l'installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (I.E.A.M.H.F) de l'établissement a été mise en service en 1998 suivant un cahier des charges établi dans le cadre du dossier d'autorisation d'exploiter en vue de l'augmentation de la capacité de stockage du site déposé en 1997. Ce cahier des charges s'est fondé sur l'état de l'art de l'époque et surtout sur les bases du projet de parution de la future règle APSAD R12 ; règle dont la parution a été effective en mai 1999.

La première version de cette règle (mai 1999) est postérieure à la définition du dispositif sur le site.

Caractéristiques de l'installation :

- Cellules équipées : C1 à C7
- 3 générateurs par cellule (4 pour C5 et C7)
- 1 groupe motopompe thermique de 320 m3/h
- 1 réserve d'émulseur de 5 500 l
- 1 réserve d'eau de 110m³

Selon l'exploitant, l'installation a été conçue pour traiter, dans un premier temps la cellule incendiée puis dans un second temps la ou les 2 cellules voisines.

Constats de l'inspection du 06/05/2025 :

L'exploitant a présenté à l'inspection la note n° E060125-CT du 06/01/2025 intitulée « Clarification technique sur la performance d'une I.E.A.M.H.F ».

I.E.A.M.H.F : installations d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement

Cette note a été réalisée afin de répondre au constat de l'inspection des installations classées en date du 06/10/2023. Les documents de référence de cette note sont les suivants :

- norme EN 13565-2 (édition du 10/2018) relative aux installations fixes de lutte contre l'incendie- Système à émulseurs - Partie 2 : Calcul, installation et maintenance ;
- norme EN 1568-2 (édition 02/2018) relative aux spécifications pour les émulseurs haut foisonnement destiné à une application à la surface des liquides n'ayant pas d'affinité

- pour l'eau ;
- norme EN 1568-4 (édition 02/2018) relative aux spécifications pour les émulseurs bas foisonnement destiné à une application à la surface des liquides ayant pas d'affinité pour l'eau ;
- règle APSAD R12 (édition 02/2020) relative aux installations d'extinction automatique par mousse à haut foisonnement.

Les conclusions de cette note sont reprises ci-dessous :

« Suivant les éléments décrit dans le présent document, l'Installation d'Extinction Automatique par Mousse à Haut Foisonnement installé sur le site SENITA LOGISTICS de Mettray (37) permet à ce jour et sous réserve du respect des opérations de maintenance et de suivi, de respecter les objectifs de performances ci-dessous pour le scénario de référence :

Eteindre rapidement le feu

Limiter au maximum l'apparition d'un feu de nappe. »

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'une I.E.A.M.H.F, au sens de la règle APSAD R12, avait pour objectif de déceler un foyer d'incendie, de donner une alarme et de l'éteindre à ses débuts ou au moins de le contenir de façon que l'extinction puisse être menée à bien par les moyens de l'établissement protégé ou par les sapeurs-pompiers.

Après examen, le document présenté ne permet pas de répondre à la prescription vérifiée. Celui-ci ne comporte aucune attestation de conformité par un organisme qualifié, dont la compétence doit être justifiée.

Interrogé sur les modalités de justification de conception et d'installation de son I.E.A.M.H.F par rapport à un référentiel reconnu, l'exploitant a déclaré que ce point serait vu, le 07/05/2025, avec l'organisme en charge de l'entretien de cet équipement. Un délai de 7 mois a été estimé par l'exploitant pour remédier à l'absence d'attestation de conformité de son I.E.A.M.H.F.

Constat d'écart : L'installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (I.E.A.M.H.F) de l'établissement n'est pas conçue et installée conformément à un référentiel reconnu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

Afin de justifier des actions mises en œuvre pour remédier aux observations mentionnées dans le compte-rendu de la société 2MSE consécutif à la vérification annuelle du 23/04/2024 de l'installation d'extinction à mousse à haut foisonnement, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- proposition commerciale de la société 2MSE, non datée (mais signée par l'exploitant) relative à la remédiation des observations relevées lors de la vérification du 23/04/2024.
- mail du 05/05/2024 de la société 2MSE confirmant la réalisation des travaux du 16 au 20/06/2025.

L'inspection des installations classées a demandé à consulter le dernier rapport de vérification annuelle de l'installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (I.E.A.M.H.F). L'exploitant a déclaré ne pas avoir programmé la vérification annuelle au titre de l'année 2025.

Pour rappel, une IEAMHF comprend un ensemble de sous-systèmes, qui sont :

- la ou les sources d'eau et un groupe moto-pompe ;
- l'émulseur ;
- le système de détection automatique d'incendie ;
- le poste de contrôle ;
- le système de dosage ;
- les générateurs et distributeurs de mousse.

Source : Document de synthèse relatif à une Barrière Technique de Sécurité (B.T.S.)_DRA-16-156884-04985B Novembre 2016

Pour autant, l'exploitant a présenté à l'inspection, les documents suivants concernant son système de détection et d'alarme incendie :

- Déclaration de conformité APSAD N7 du 17/12/2020 au référentiel APSAD R7 avec surveillance totale relative au système de détection automatique d'incendie SDI (système

de détection incendie) et CMSI (centralisation de mise en sécurité incendie) de l'établissement ;

- Compte rendu de la société APS consécutif à la visite de maintenance du 22/10/2024 du SSI (système de sécurité incendie) de l'établissement => le compte rendu conclut au bon fonctionnement de l'installation avec plusieurs observations dont le remplacement de toutes les batteries 12/12 par des batteries 12/17 pour que l'autonomie soit conforme.

L'inspection note l'absence de vérification de l'asservissement de la détection incendie au déclenchement du système d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement.

Lors de la visite du local de l'I.E.A.M.H.F, l'inspection des installations classées a constaté :

- le plein remplissage de la cuve carburant du groupe moto-pompe ;
- le remplissage à environ 90 % de la réserve d'eau enterrée ;
- l'absence d'équipement permettant de visualiser, sans ouverture de la cuve, le niveau d'émulseur. .

Constat d'écarts : Les observations consignées dans le compte rendu de vérification annuelle du 23/04/2024 de l'installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (I.E.A.M.H.F), n'ont pas fait l'objet d'actions correctives. De plus, cette installation n'est pas entretenue régulièrement (absence de vérification à la date d'échéance pour l'année 2025).

Concernant, le système de détection incendie de l'I.E.A.M.H.F, le dernier rapport de maintenance du 22/10/2024 ne traite pas de la vérification de l'asservissement de la détection incendie au déclenchement du système d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement. En complément, l'exploitant informera l'inspection des installations classées des mesures prises pour remédier aux observations consignées dans le rapport précité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a déclaré en séance, n'avoir réalisé aucune action pour remédier au constat de la précédente visite d'inspection. La non-conformité est maintenue. Pour autant, l'exploitant a présenté le rapport APAVE consécutif au contrôle du 02/10/2024 des installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance d'un compte rendu Q19 visant à la prévention des risques d'incendie d'origine électrique. De ce rapport, il ressort l'absence d'anomalie constatée. Constat d'écart : L'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification de l'ensemble des installations électriques de son établissement au titre de l'année 2024. <u>Ce constat est récurrent.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1988 susvisé.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le dispositif d'obturation du bassin de rétention dédié entre autre aux cellules C1 à C7 était en position fermée. Pas de constat d'écart.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : La société SEINITA LOGISTICS est équipée d'une installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (I.E.A.M.H.F). La mousse extinctrice utilisée est produite par l'intermédiaire d'un émulseur (liquide qui, dilué dans l'eau, donne une solution moussante).

<p>La gamme d'émulseur utilisé sur le site est du type FILMOPOL 6, fabriquée par la société BIOEX.</p> <p>Par courriel du 26/02/2025, la société BIOEX a informé la société SENITA LOGISTICS des principaux PFAS contenus dans ce produit. Ils sont repris dans le tableau en annexe 1 du présent rapport.</p> <p>Au regard de ce tableau, l'émulseur utilisé par la société SENITA LOGISTICS ne contient pas de PFOS.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté sur la base des éléments d'information mentionnés au point de contrôle n° 6.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 21/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
Constats : Pas d'écart constaté sur la base des éléments d'information mentionnés au point de contrôle n° 6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : Pas d'écart constaté sur la base des éléments d'information mentionnés au point de contrôle n° 6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans: a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14. 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne

sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats :
Pas d'écart constaté sur la base des éléments d'information mentionnés au point de contrôle n° 6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
/
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base du tableau mentionné au point de contrôle n° 6, l'émulseur utilisé sur le site contient une concentration comprise entre 150 à 250 g/l* en PFHxA. Par ailleurs, les substances apparentées au PFHxA contenues dans l'émulseur concernent les substances 6:2 FTAB et 6:2 FTOH : FHET (à l'état de trace). La quantité approximative maximale de 6:2 FTAB, contenues dans l'émulseur s'élèvent à 2,43 par litres.</p> <p>Les substances apparentées au PFHxA sont des substances qui, compte tenu de leur structure moléculaire, sont considérées comme susceptibles de se décomposer ou de se transformer en PFHxA. Une liste non exhaustive des substances relevant du champ d'application de la proposition de restriction est disponible sur le site web de l'Agence européenne des produits chimiques: https://echa.europa.eu/documents/10162/7da473c1-7f27-df34-9e6a-46152ef10d4b.</p>

L'exploitant a déclaré en séance, qu'il procédait périodiquement à des essais de diffusion de mousse pour tester le bon fonctionnement de son installation fixe d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (IEAMHF). Selon l'exploitant, les mousses générés par l'IEAMHF, lors des essais, sont confinées et laissées (séchage sur place) à l'intérieur de la cellule.

* : Au sens large, un ppb correspond à un microgramme par litre

Demande : Compte tenu des concentrations en PFHxA et 6:2 FTAB (substances PFAS), contenues dans l'émulseur utilisé par l'installation fixe d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (IEAMHF) du site, il est demandé à l'exploitant de réfléchir à une stratégie d'utilisation de mousse incendie sans PFAS à moyen terme, afin d'anticiper les interdictions de PFAS à venir. Le plan de substitution et d'élimination de l'émulseur et des eaux de rinçage doit être transmis à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que les eaux de lavage des cellules sont susceptibles d'être contaminées par des PFAS, suite aux essais mousse réalisés. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que ces déchets soient dirigés dans des installations de traitement de déchets dûment autorisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : SGS : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8-----8_Annexe I-2

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents

documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

[...]. Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

[...]

2. Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.

Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.

[...].

Constats :

Par sondage, l'inspection des installations classées a examiné sous la forme d'un questionnaire, l'item n° 2 (Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs) du système de gestion de la sécurité de la société SENITA LOGISTICS. Les réponses apportées par l'exploitant sont retranscrites après chaque question.

Quelle est l'organisation et quelles sont les procédures mises en place pour l'identification systématique des risques d'accidents majeurs ?

Réponse de l'exploitant :

L'exploitant dispose de la procédure n° P-TS-07 version 11 de décembre 2023 intitulée « Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs » pour répondre à l'item 2 du système de gestion de la sécurité.

L'identification et l'évaluation des risques liés aux accidents majeurs sont réalisées lors de la modification de l'étude de dangers de l'établissement, à la suite d'un accident ou lors de modifications importantes.

Hormis dans le cadre de la révision quinquennale des études de dangers et de la révision du Plan d'Opération Interne, l'exploitant procède-t-il à une réévaluation périodique des scénarii d'accidents majeurs, basée notamment sur le retour d'expérience interne et externe ?

Réponse de l'exploitant :

La dernière réévaluation des risques liés aux accidents majeurs a été réalisé dans le cadre de la réalisation de l'étude de dangers de 2014. Le retour d'expérience des 3 accidents survenus dans des établissements a été intégré à l'étude de dangers de 2014.

L'évaluation de leur niveau de probabilité et de leur niveau de gravité est-elle faite par l'exploitant ?

Réponse de l'exploitant :

L'évaluation de leur niveau de probabilité et de leur niveau de gravité est réalisé à l'occasion de modifications importantes et/ou en cas d'évolution de l'urbanisme autour du site.

En cas de recours à un bureau d'études, comment celui-ci est-il sélectionné ? Les critères de choix comprennent-ils des éléments relatifs à l'expérience du bureau d'études (BE) sur les aspects «

risques technologiques » ?

Réponse de l'exploitant :

L'exploitant fait appel à la société EXO pour réévaluation les risques liés aux accidents majeurs. Cette société est spécialisée dans le domaine des entrepôts et le stockage d'alcool. Elle accompagne le groupe depuis 2002.

Comment l'exploitant valide-t-il les données transmises par le bureau d'études ?

Réponse de l'exploitant :

Les données d'entrées relatives au site sont identifiées par le bureau d'étude. Elles ne font pas l'objet d'une validation par l'exploitant.

En cas de recours à un BE, les méthodes d'analyse des risques proposées sont-elles validées et partagées par l'exploitant ?

Réponse de l'exploitant :

Les méthodes d'analyse des risques sont effectuées par le bureau d'étude avec la participation de l'exploitant. Elles s'appuient notamment sur les guides de l'Inéris, le retour d'expérience et la réglementation en vigueur.

Quel est le périmètre de l'analyse des risques ? Tous les équipements sont-ils étudiés ? Comment sont déterminés les exclusions éventuelles (ex : installations soumises à déclaration) ?

Réponse de l'exploitant :

Tous les équipements à risques sont étudiés.

Quels sont les cas de fonctionnement (normal et anormal) qui ont été pris en compte ? Comment ont-ils été identifiés ?

Réponse de l'exploitant :

Seuls le fonctionnement normal est étudié.

Les probabilités d'occurrence d'un accident majeur sont-elles examinées systématiquement ?

Réponse de l'exploitant :

Oui .

Les probabilités d'occurrence d'un accident majeur sont-elles ré-examinées suite à l'occurrence d'évènements ?

Réponse de l'exploitant :

Oui.

Comment le bilan du retour d'expérience interne et externe est-il pris en compte dans les procédures pour l'identification systématique des risques d'accidents majeurs ?

Réponse de l'exploitant :

Une analyse est réalisée en cas de retour d'expérience d'un accident interne important avec, le cas échéant, une remise en cause des mesures de maîtrise des risques.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

